

Dans le cadre de la coopération multilatérale, le Tiers-monde demande aux pays industrialisés beaucoup plus de belles résolutions. Aussi bien est-ce par ses contributions aux organismes internationaux de financement et d'exécution de programmes de développement que le Canada doit aussi répondre aux attentes des pays défavorisés. Pour l'année 1976-1977, les prêts et avances à des institutions financières internationales ont représenté trois cinquièmes des décaissements du Canada pour l'aide multilatérale: 264.9 millions de dollars.

La plus grande partie de ces fonds est répartie entre le Groupe de la Banque mondiale, dont les activités s'étendent à l'ensemble du monde en développement, et quatre institutions régionales: la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque de développement des Caraïbes (BDC), la Banque asiatique de développement (BAD) et le Fonds africain de développement (FAD). Ce dernier est rattaché à la Banque africaine de développement dont seuls des pays africains peuvent être membres. Le Canada a également fourni sa quote-part à un nouvel organisme d'assistance multilatérale: le Fonds international de développement agricole (FIDA) financé conjointement par les pays de l'OPEP et de l'OCDE.

Par son envergure, le Groupe de la Banque mondiale joue un rôle de premier plan dans le financement du développement dans le Tiers-monde. Le Groupe comprend la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), souvent appelée la Banque mondiale, l'Association internationale de développement (IDA) et la Société financière internationale (SFI). Ses contributions classent le Canada au sixième rang parmi des États qui financent les deux premières de ces institutions, et au septième rang de ceux qui financent la troisième.

En règle générale, la Banque mondiale accorde des prêts pour de grands projets d'infrastructure à des conditions comparables à celles du marché; elle a, toutefois, ouvert un «troisième guichet» au cours de l'année 1975-1976, pour accorder des conditions plus avantageuses aux pays les plus durement touchés par les pénuries alimentaires et énergétiques. Le Canada a facilité cette initiative par une contribution spéciale de 20 millions de dollars. L'IDA est, en quelque sorte, un «quatrième guichet» permanent pour les pays qui, même en l'absence de crises, ne peuvent emprunter qu'à des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché. Comme ce sont ces pays dont le *rattrapage économique* est le plus pressant, le Canada s'intéresse particu-